

# TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Chaudière-Appalaches

Dossier : CM-2019-6174

Dossier accréditation : AQ-2000-7093

Montréal, le 4 décembre 2019

---

**DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît**

---

**Municipalité de St-Damien**  
Employeur

et

**Syndicat des salariés municipaux de Chaudière-Appalaches (CSD)**  
Association accréditée

---

## DÉCISION

---

**ATTENDU** qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail (chapitre C-27), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

**ATTENDU** que l'employeur visé par la présente décision constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

**ATTENDU** que l'association accréditée représente :

« Tous les salariés cols bleus à l'exception des employés de bureau, de l'entretien ménager, du directeur des travaux publics, de l'inspecteur en assainissement des eaux et des inspecteurs municipaux. »

De : **Municipalité de St-Damien**

75, route Saint-Gérard

Saint-Damien-de-Buckland (Québec) G0R 2Y0

Établissement visé :

Garage municipal

Boulevard Métivier

Saint-Damien-de-Buckland (Québec) G0R 2Y0;

**ATTENDU** qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

**EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :**

**ORDONNE** à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

**SUSPEND** l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

---

Dominique Benoît

DB/ÉL/mg